

24639001

GD/GD/IB

Cpte n° :

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,

Le NEUF AVRIL,

A JOUE-LES-TOURS (Indre-et-Loire) , 2, avenue du Général de Gaulle ,

PARDEVANT Maître Gonzague DANJOU Notaire au sein de la Société Civile Professionnelle « Jacques VAUTIER, Jean-Michel COQUEMA, Anne-Claire MARTEAU, Michaël DADOIT et Marie MONMARCHE, Notaires Associés » titulaire d'un Office Notarial à JOUE-LES-TOURS (Indre-et-Loire), 2, avenue du Général de Gaulle,

ONT COMPARU

Donateur

Monsieur Hubert Léon Henri **LAUMONIER**, retraité, et Madame Micheline Georgette Renée **THIBAUT**, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à REIGNAC-SUR-INDRE (37310) 25 rue du Jonceray.

Nés savoir :

Monsieur à REIGNAC-SUR-INDRE (37310) le 28 mars 1928,

Madame à REIGNAC-SUR-INDRE (37310) le 22 décembre 1929.

Mariés à la mairie de REIGNAC-SUR-INDRE (37310) le 8 novembre 1952 sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

sont présents à l'acte.

Ci-après dénommés le "**DONATEUR**"

Donataires

Monsieur Joël Pierre Henri **LAUMONIER**, Agriculteur, époux de Madame Elise Andrée Marie **DALIBARD**, demeurant à CHEDIGNY (37310) La Rocherie.

Né à REIGNAC-SUR-INDRE (37310) le 11 février 1955.

Marié à la mairie de AZAY-SUR-CHER (37270) le 5 mars 1977 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

est présent à l'acte.

Madame Elisabeth Fernande Léa **LAUMONIER**, , épouse de Monsieur Christian Jean Albert **GIRAULT**, demeurant à BLERE (37150) 6 rue du Moulin.
 Née à REIGNAC-SUR-INDRE (37310) le 19 juin 1958.
 Mariée à la mairie de REIGNAC-SUR-INDRE (37310) le 3 septembre 1977 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
 Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
 De nationalité française.
 Résidente au sens de la réglementation fiscale.
 est présente à l'acte.

Monsieur Gérard André **LAUMONIER**, , époux de Madame Monique Marie Elise **CHEVREAU**, demeurant à VILLEDOMER (37110) 5 la Chanterie.
 Né à LOCHES (37600) le 25 août 1953.
 Marié à la mairie de TAUXIGNY (37310) le 30 juillet 1977 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
 Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
 De nationalité française.
 Résident au sens de la réglementation fiscale.
 est présent à l'acte.

Qualités des donataires

Les **DONATAIRES** sont les seuls enfants du **DONATEUR**.

ELEMENTS PREALABLES

TERMINOLOGIE

Le mot « **DONATEUR** » sera employé au masculin singulier et désignera indifféremment toute personne physique homme ou femme, qu'il n'y en ait qu'une ou plusieurs.

Les mots « **DONATAIRE** » ou « **DONATAIRES** » désigneront indifféremment un ou plusieurs attributaires.

DECLARATIONS PREALABLES DES PARTIES

Le **DONATEUR** et les **DONATAIRES** déclarent :

- Que leur état civil et leur domicile sont ceux indiqués aux présentes.
- Qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure susceptible de restreindre leur capacité civile.

Qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle, liquidation judiciaire, règlement judiciaire, redressement judiciaire ou cessation de paiement.

Avoir été informés des dispositions relatives aux aides sociales, des modalités de récupération de certaines d'entre elles lorsque la donation intervient soit après leur obtention soit dans les dix années précédant celle-ci. Ils déclarent ne pas percevoir actuellement d'aides susceptibles de donner lieu à récupération et ne pas envisager d'en percevoir dans les dix années à venir.

EXPOSE

La présente donation-partage est **CONJONCTIVE**.

Le **DONATEUR** a pour ses seuls présomptifs héritiers les **DONATAIRES**.

En vue de prévenir toutes difficultés que pourraient faire naître, après son décès, le partage de certains de ses biens entre eux, le **DONATEUR** leur a proposé, ce qu'ils ont accepté, de leur faire, dès à présent, donation à titre de partage anticipé desdits biens que ces biens soient propres ou communs.

DONATION(S) ANTERIEURE(S) NON INCORPOREE(S)

Le **DONATEUR** déclare avoir consenti, jusqu'à ce jour, la donation suivante :

Aux termes d'un acte reçu par Maître RAGOT, notaire à LOCHES, le 10 septembre 2002, les donateurs ont consenti aux donataires une donation-partage portant sur la nue-propriété des biens ci-après désignés, et pour lesquels une donation-partage de l'usufruit est aujourd'hui réalisée.

Cette donation comprenait également la pleine propriété d'autres biens.

Il est expressément convenu que ces donations ne seront pas incorporées aux présentes. Il n'en sera tenu compte que pour le calcul des droits, des abattements et des tranches dans la mesure où elles ont, pour les dernières, une antériorité de moins de quinze ans de la date des présentes.

Les dispositions de l'article 784 sont rapportées en tant que de besoin aux présentes :

"Les parties sont tenues de faire connaître, dans tout acte constatant une transmission entre vifs à titre gratuit et dans toute déclaration de succession, s'il existe ou non des donations antérieures consenties à un titre et sous une forme quelconque par le donateur ou le défunt aux donataires, héritiers ou légataires et, dans l'affirmative, le montant de ces donations ainsi que, le cas échéant, les noms, qualités et résidences des officiers ministériels qui ont reçu les actes de donation, et la date de l'enregistrement de ces actes.

La perception est effectuée en ajoutant à la valeur des biens compris dans la donation ou la déclaration de succession celle des biens qui ont fait l'objet de donations antérieures, à l'exception de celles passées depuis plus de quinze ans, et, lorsqu'il y a lieu à application d'un tarif progressif, en considérant ceux de ces biens dont la transmission n'a pas encore été assujettie au droit de mutation à titre gratuit comme inclus dans les tranches les plus élevées de l'actif imposable.

Pour le calcul des abattements et réductions édictés par les articles 779, 780, 790 B, 790 D, 790 E et 790 F il est tenu compte des abattements et des réductions effectués sur les donations antérieures visées au deuxième alinéa consenties par la même personne."

Audit acte, il a été fait les déclarations fiscales suivantes :

I-BIENS DONNES PAR MADAME LAUMONIER-TRIBAULT

Masse des biens donnés	84.545,93
Déduction faite de l'usufruit par elle réservé d'une valeur fiscale de 1/10 ^{ème} compte tenu de son âge les biens donnés à l'exception des articles 3,7,8,17 et 18	- 8.251,26
Soit une valeur nette donnée de	76.292,67
Dont le tiers pour chaque donataire	
Représente	25.430,89 €
Abattement	46.000,00 €
Abattement disponible	20569,11 €
De sorte que les biens donnés Par Madame LAUMONIER-TH1BAULT ne sont pas taxables.	

II-BIENS DONNES PAR MONSIEUR LAUMONIER-THIBAULT

Masse des biens donnés	93.408,46
Déduction faite de l'usufruit par elle réservé d'une valeur fiscale de 1/10 ^{ème} compte tenu de son âge les biens donnés à l'exception des articles 3,7,8,17 et 18	- 8.586,52
Soit une valeur nette donnée de	84.821,94
Dont le tiers pour chaque donataire	
Représente	28.273.93 €
Abattement	46.000,00 €
Abattement disponible	17.726,07 €

De sorte que les biens donnés par Monsieur LAUMONIER-THIBAUT ne sont pas taxables.

DONATION - PARTAGE

Le **DONATEUR** fait, par ces présentes, donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du Code civil.

Aux **DONATAIRES**, présomptifs héritiers, ici présents et qui acceptent expressément,

De L'USUFRUIT pour des biens ci-après désignés.

PLAN

Les présentes sont divisées en cinq parties :

Première partie :	Formation des lots – Droits des donataires
Deuxième partie :	Attributions
Troisième partie :	Caractéristiques - Conditions
Quatrième partie :	Fiscalité
Cinquième partie :	Dispositions diverses - Clôture

- PREMIERE PARTIE - FORMATION DES LOTS – DROITS DES DONATAIRES

La présente donation-partage porte sur les biens ci-après désignés répartis dans les lots établis par le DONATEUR avec le consentement des DONATAIRES.

LOT UN – DONNE PAR M. ET MME LAUMONIER-THIBAUT

A CHEDIGNY (INDRE-ET-LOIRE) 37310 la Rocherie.
Une parcelle de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZW	11	la Rocherie	12 ha 78 a 71 ca

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de TRENTE MILLE
DEUX CENT DEUX EUROS,
ci 30202,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié des biens
est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : TROIS
MILLE VINGT EUROS ET VINGT CENTIMES,
ci 3020,20 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié des
biens est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : TROIS
MILLE VINGT EUROS ET VINGT CENTIMES,
ci 3020,20 EUR

**Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de SIX MILLE
QUARANTE EUROS ET QUARANTE CENTIMES**
ci 6.040,40 EUR

Effet relatif

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du _____ publié
 au service de la publicité foncière de LOCHES le _____ volume _____, numéro _____

LOT DEUX – DONNE PAR M. ET MME LAUMONIER-THIBAUT

A CHEDIGNY (INDRE-ET-LOIRE) 37310 la Rocherie.
 Une parcelle de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZW	12	la Rocherie	16 ha 51 a 92 ca

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de QUARANTE
 MILLE CINQ CENT QUARANTE EUROS,
 ci 40540,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié des biens
 est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : QUATRE
 MILLE CINQUANTE-QUATRE EUROS,
 ci 4054,00 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié des
 biens est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit :
 QUATRE MILLE CINQUANTE-QUATRE EUROS,
 ci 4054,00 EUR

**Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de HUIT
 MILLE CENT HUIT EUROS**
 ci

8108,00 EUR

Effet relatif

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du _____ publié
 au service de la publicité foncière de LOCHES le _____ volume _____, numéro _____

LOT TROIS – DONNE PAR M. ET MME LAUMONIER-THIBAUT

A REIGNAC-SUR-INDRE (INDRE-ET-LOIRE) 37310 Moulin de la Fosse.
 Une parcelle de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AC	99	Moulin de la Fosse	00 ha 12 a 21 ca
AC	102	Moulin de la Fosse	00 ha 57 a 55 ca

Total surface : 00 ha 69 a 76 ca

L'usufruit de la parcelle n°99 dépend de la communauté de biens existant
 entre les donateurs et celui de la parcelle n°102 appartient à Monsieur LAUMONIER
 seul.

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de SOIXANTE
 MILLE EUROS (15000,00 EUR pour la parcelle 99 et 45000,00
 EUR pour la parcelle 102),
 ci 60000,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la parcelle **102** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : NEUF MILLE EUROS,

ci 9.000,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié de la parcelle **99** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : MILLE CINQ CENTS EUROS,

ci 1.500,00 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié de la parcelle **99** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : MILLE CINQ CENTS EUROS,

ci 1500,00 EUR

Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de DOUZE MILLE EUROS

ci **12000,00 EUR**

Effet relatif

Donation suivant acte reçu par Maître RAGOT, notaire à LOCHES le 11 juillet 1958 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le 22 août 1958 volume 877, numéro 55.

Echange suivant acte reçu par Maître RICARD, notaire à CORMERY le 3 mai 1972 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le 16 mai 1972 volume 1547, numéro 4.

LOT QUATRE – DONNE PAR MME LAUMONIER-THIBAUT

A COURCAY (INDRE-ET-LOIRE) 37310 Le Pas de Mule.

Un parcelle de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
YH	3	le Pas de Mule	05 ha 44 a 40 ca

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de DIX-HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-TROIS EUROS,

ci 18853,00 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** est évalué, eu égard à son âge à 20/100èmes, soit : TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX EUROS ET SOIXANTE CENTIMES,

ci 3770,60 EUR

Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX EUROS ET SOIXANTE CENTIMES

ci **3370,60 EUR**

Effet relatif

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 20 mars 1995 publié au service de la publicité foncière de TOURS 2EME le volume 1995R1, numéro 189.

LOT CINQ – DONNE PAR M. ET MME LAUMONIER-THIBAUT

A REIGNAC-SUR-INDRE (INDRE-ET-LOIRE) 37310 les Petits Piaux.

Une parcelle de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
YK	6	les Petits Piaux	03 ha 73 a 45 ca

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de SIX MILLE CINQ CENT QUINZE EUROS,
ci 6515,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié des biens est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : SIX CENT CINQUANTE ET UN EUROS ET CINQUANTE CENTIMES,
ci 651,50 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié des biens est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : SIX CENT CINQUANTE ET UN EUROS ET CINQUANTE CENTIMES,
ci 651,50 EUR

Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de MILLE TROIS CENT TROIS EUROS
ci 1303,00 EUR

Effet relatif

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du publié
au service de la publicité foncière de LOCHES le volume , numéro

LOT SIX – DONNE PAR M. ET MME LAUMONIER-THIBAUT

A REIGNAC-SUR-INDRE (INDRE-ET-LOIRE) 37310 Moulin de la Fosse.
Une parcelle de terre sur laquelle il existe un hangar

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AC	101	Moulin de la Fosse	00 ha 68 a 87 ca
AC	104	Moulin de la Fosse	00 ha 00 a 80 ca
AC	105	Moulin de la Fosse	00 ha 00 a 09 ca

Total surface : 00 ha 69 a 76 ca

L'usufruit des parcelles n°104 et 105 dépend de la communauté de biens existant entre les donateurs et celui de la parcelle n°101 appartient à Monsieur LAUMONIER seul.

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de SOIXANTE MILLE EUROS (500,00 EUR pour les parcelles 104 et 105 et 59500,00 EUR pour la parcelle 101),
ci 60000,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la parcelle **101** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : ONZE MILLE NEUF CENTS EUROS,
ci 11500,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié des parcelles **104** et **105** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : CINQUANTE EUROS,
ci 50,00 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié des parcelles **104** et **105** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : CINQUANTE EUROS,

ci 50,00 EUR

Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de DOUZE MILLE EUROS

ci 12000,00 EUR

LOT SEPT – DONNE PAR MME LAUMONIER-THIBAUT

A AZAY-SUR-INDRE (INDRE-ET-LOIRE) 37310 les Champs Volants.
Une parcelle de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZR	32	les Champs Volants	02 ha 02 a 60 ca

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est de TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS,

ci 3678,00 EUR

L'usufruit réservé par la **DONATRICE** et donné aux termes des présentes est évalué, eu égard à son âge à 20/100èmes, soit : SEPT CENT TRENTE-CINQ EUROS ET SOIXANTE CENTIMES,

ci 735,60 EUR

Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de : SEPT CENT TRENTE-CINQ EUROS ET SOIXANTE CENTIMES

ci 735,60 EUR

Effet relatif

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 31 janvier 1994 publié au service de la publicité foncière de LOCHES le volume 65, numéro 198.

LOT HUIT – DONNE PAR M. ET MME LAUMONIER-THIBAUT

A REIGNAC-SUR-INDRE (INDRE-ET-LOIRE) 37310 .
Diverses parcelles de terre

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AC	98	Moulin de la Fose	00 ha 52 a 69 ca
AC	103	Moulin de la Fose	00 ha 17 a 08 ca
YI	40	Pièce de Chamalle	00 ha 75 a 50 ca
YI	41	Pièce de Chamalle	02 ha 07 a 70 ca
ZS	10	le Nouzillet	01 ha 39 a 50 ca
ZV	52	les Pentes de Beauger	01 ha 35 a 80 ca
ZW	8	la Bruère	02 ha 69 a 00 ca
ZW	9	la Bruère	02 ha 88 a 00 ca

Total surface : 11 ha 85 a 27 ca

L'usufruit des parcelles n°**98**, **9** et **40** dépend de la communauté de biens existant entre les donateurs, celui des parcelles **41** et **103** appartient à Monsieur LAUMONIER seul et celui des parcelles n°**52**, **10** et **8** appartient à Madame LAUMONIER-THIBAUT seule.

La valeur en **TOUTE PROPRIETE** est CENT TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT EUROS (75597,00 EUR pour les parcelles **98, 9** et **40**, 9160,00 EUR pour les parcelles **41** et **103**, 18620,00 EUR pour les parcelles **52, 10** et **8**)
 ci 103377,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur les parcelles **41** et **103** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : MILLE HUIT CENT TRENTE DEUX EUROS,
 ci 1832,00 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur les parcelles **52, 10** et **8** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : TROIS MILLE SEPT CENT VINGT-QUATRE EUROS,
 ci 3724,00 EUR

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié des parcelles **98, 9** et **40** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE-NEUF EUROS ET SOIXANTE-DIX CENTIMES,
 ci 7559,70 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié des parcelles **98, 9** et **40** est évalué, eu égard à son âge, à 20/100èmes, soit : SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE-NEUF EUROS ET SOIXANTE-DIX CENTIMES,
 ci 7559,70 EUR

Soit pour L'USUFRUIT donné, une valeur de VINGT MILLE TROIS CENT TRENTE EUROS
 ci

20675,40 EUR

Effet relatif

Donation-partage suivant acte reçu par Maître RAGOT, notaire à LOCHES le 11 juillet 1958 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le 28 août 1958 volume 877, numéro 55.

Remembrement suivant acte reçu par Maître , notaire à le 31 janvier 1994 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le volume 65, numéro 198.

Remembrement suivant acte reçu par Maître , notaire à le 31 janvier 1994 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le volume 65, numéro 197.

Echange suivant acte reçu par Maître RICARD, notaire à CORMERY le 3 mai 1972 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le 16 mai 1972 volume 1547, numéro 4.

Remembrement suivant acte reçu par Maître , notaire à le 31 janvier 1994 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LOCHES , le volume 65, numéro 199.

MASSE A PARTAGER

Le total de la masse à partager s'élève à SOIXANTE-
QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-TROIS EUROS
ci

64.233,00 EUR

DROITS DES DONATAIRES

Chacun des **DONATAIRES** a vocation à un tiers de la
masse des biens donnés et à partager, soit VINGT ET UN
MILLE QUATRE CENT ONZE EUROS,
ci

21411,00 EUR

- <u>DEUXIEME PARTIE</u> - <u>ATTRIBUTIONS</u>

Le **DONATEUR**, usant de la faculté réservée par l'article 1075 du Code civil, procède ainsi qu'il suit à l'attribution des lots ci-dessus formés.

MONSIEUR JOËL LAUMONIER

Afin de le remplir de ses droits dans la présente donation-partage, il lui est attribué, ce qu'il accepte expressément :

Le lot ci-dessus intitulé « LOT DEUX » pour une valeur de	8108,00 EUR
Le lot ci-dessus intitulé « LOT CINQ » pour une valeur de	1303,00 EUR
Le lot ci-dessus intitulé « LOT SIX » pour une valeur de	12000,00 EUR
Total égal à ses droits	21411,00 EUR

MADAME ELISABETH GIRAULT

Afin de la remplir de ses droits dans la présente donation-partage, il lui est attribué, ce qu'elle accepte expressément :

Le lot ci-dessus intitulé « LOT UN » pour une valeur de	6040,40 EUR
Le lot ci-dessus intitulé « LOT TROIS » pour une valeur de	12000,00 EUR
Le lot ci-dessus intitulé « LOT QUATRE » pour une valeur de	3370,60 EUR
Total égal à ses droits	21411,00 EUR

MONSIEUR GERARD LAUMONIER

Afin de le remplir de ses droits dans la présente donation-partage, il lui est attribué, ce qu'il accepte expressément :

Le lot ci-dessus intitulé « LOT SEPT » pour une valeur de	735,60 EUR
Le lot ci-dessus intitulé « LOT HUIT » pour une valeur de	20675,40 EUR
Total égal à ses droits	21411,00 EUR

- <u>TROISIEME PARTIE</u> - <u>CARACTERISTIQUES - CONDITIONS</u>

CARACTERISTIQUES

CARACTERES DE LA DONATION-PARTAGE

La présente donation-partage est consentie, pour chacun des **DONATAIRES**, en avancement de part successorale et imputable sur sa part de réserve, conformément à l'article 1077 du Code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 1078 du Code civil, tous les enfants du **DONATEUR** ayant reçu un lot au présent partage anticipé, et celui-ci ne stipulant pas de réserve d'usufruit sur une somme d'argent, les biens compris aux présentes seront évalués à la date de ce jour pour l'imputation et le calcul de la réserve qu'il y aura lieu de faire lors du règlement de la succession du **DONATEUR**.

RESERVE DU DROIT DE RETOUR

Le **DONATEUR** fait réserve du droit de retour prévu par l'article 951 du Code civil, sur tous les biens par eux donnés pour le cas où les donataires copartagés, ou l'un d'eux, viendraient à décéder avant eux sans enfants ni descendants et pour le cas encore où les enfants ou descendants desdits donataires copartagés viendraient eux-mêmes à décéder sans postérité avant le **DONATEUR**.

Le droit de retour s'exerce de la même façon sur les biens ayant fait l'objet de donations préalables incorporées aux présentes.

Le droit de retour ainsi réservé au profit du **DONATEUR** ne s'appliquera que sur les seuls biens attribués au **DONATAIRE** décédé avant eux comme il est dit ci-dessus ou ceux qui en seront la représentation, et non sur les biens attribués aux autres **DONATAIRES**.

Le droit de retour s'exerce de la même façon sur les biens ayant fait l'objet de donations préalables incorporées aux présentes.

INTERDICTION D'ALIENER ET D'HYPOTHEQUER

Le **DONATEUR**, jusqu'à son décès, interdit formellement aux **DONATAIRES**, qui s'y soumettent, toutes ventes, aliénations, hypothèque, ou mise en cautionnement des biens immobiliers présentement donnés sans son consentement exprès à peine de nullité des ventes, aliénations ou hypothèques, et de révocation de la présente donation-partage, le **DONATEUR** se réservant expressément l'action révocatoire à cet effet.

Il est ici précisé que cette interdiction d'aliéner limitée nécessairement dans le temps a vocation à seulement s'appliquer durant la vie du **DONATEUR**, et est **fondée aux présentes sur le droit de retour ci-dessus stipulé**.

Les parties sont averties du contenu de l'article 900-1 du Code civil, savoir ::

" Les clauses d'inaliénabilité affectant un bien donné ou légué ne sont valables que si elles sont temporaires et justifiées par un intérêt sérieux et légitime. Même dans ce cas, le donataire ou le légataire peut être judiciairement autorisé à disposer du bien si l'intérêt qui avait justifié la clause a disparu ou s'il advient qu'un intérêt plus important l'exige.

Les dispositions du présent article ne préjudicient pas aux libéralités consenties à des personnes morales ou mêmes à des personnes physiques à charge de constituer des personnes morales."

ACTION REVOCATOIRE

A défaut par le **DONATAIRE**, d'exécuter les conditions de la présente donation, le **DONATEUR** pourra, comme de droit, en faire prononcer la révocation.

Le notaire soussigné rappelle aux parties les dispositions des articles 953 et 955 du Code civil :

Article 953 : "La donation entre vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfants."

Article 955 : "La donation entre vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants :

1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;

2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;

3° S'il lui refuse des aliments."

AUTORISATION DE DISPOSER

Le **DONATEUR** et les **DONATAIRES**, seuls présomptifs héritiers réservataires du **DONATEUR**, déclarent, en application de l'article 924-4 deuxième alinéa du Code civil, consentir dès à présent à ce que chacun d'entre eux (les donataires) puisse librement, sur les biens présentement donnés et attribués :

- constituer des droits réels tels que notamment servitudes, hypothèques ;
- et effectuer tous actes de disposition à titre onéreux ou à titre gratuit.

En conséquence, aucun d'entre les **DONATAIRES** ne pourra inquiéter les tiers qui viendraient à acquérir l'un des biens donnés aux présentes, ou à bénéficier d'un droit réel sur l'un de ces biens, et ce dans l'hypothèse où il ne pourrait être pourvu de sa part réservataire dans la succession du ou des **DONATEURS** par l'exercice d'une action en réduction exercée contre l'autre.

Le **DONATEUR** et les **DONATAIRES** déclarent, en outre, dispenser le notaire qui sera chargé d'établir l'un des actes visés ci-dessus de les appeler audit acte pour réitérer le présent accord.

EXECUTION DES DONS ET LEGS AU PROFIT DU CONJOINT DU DONATAIRE ET EXERCICE DU DROIT DE RETOUR

Le **DONATEUR** entend expressément, que l'exercice du droit de retour ci-dessus prévu ne fasse pas obstacle à l'exécution de toutes donations ou legs mais en usufruit seulement que les **DONATAIRES** pourraient faire au profit de leur conjoint sur tous les biens reçus.

CLAUSE D'EXCLUSION DE COMMUNAUTE OU DE SOCIETE D'ACQUETS

A titre de condition essentielle et déterminante des présentes, le **DONATEUR** stipule que les **BIENS** présentement donnés devront rester exclus de toute communauté ou société d'acquêts présente ou à venir des **DONATAIRES** que ce soit par mariage ou remariage subséquent ou changement de régime matrimonial.

Il en sera également de même pour les **BIENS** qui viendraient à leur être, le cas échéant, subrogés.

Le **DONATAIRE** déclare avoir été parfaitement informé par le rédacteur des présentes de l'utilité et des formes du emploi visé à l'article 1434 du Code civil.

CONDITIONS RELATIVES AUX BIENS IMMOBILIERS

RENONCIATION A USUFRUIT EVENTUEL

Les **DONATEURS** exposent que lors de la donation-partage susvisée de la nue-propriété des biens dont l'usufruit est aujourd'hui donné, il a été stipulé une réversion réciproque d'usufruit.

Les **DONATEURS** renoncent au bénéfice de cette réversion d'usufruit pour le présent et pour l'avenir.

PROPRIETE-JOUISSANCE

Les **DONATAIRES** seront propriétaires à compter de ce jour des biens immobiliers donnés aux termes du présent acte, les donataires étant respectivement déjà nus-propriétaires des biens dont l'usufruit leur est attribué.

Ils en auront la jouissance à compter de ce jour, soit par la prise de possession réelle, soit par la perception des loyers, selon le cas.

CONDITIONS

La présente donation relative aux biens immobiliers est faite sous les conditions ordinaires, de fait et de droit en pareille matière, et, notamment, sous celles suivantes que les **DONATAIRES** seront tenus, ainsi qu'ils s'y obligent, à exécuter et accomplir, à savoir :

1° - Ils prendront les biens dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance.

2° - Ils souffriront les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui peuvent et pourront grever les biens, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, le tout, s'il en existe, à leurs risques et périls.

A ce sujet, le **DONATEUR** déclare que, personnellement, qu'il n'a créé ni conféré aucune servitude pouvant grever lesdits biens et, qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou obligations que celles résultant des présentes ou rapportées aux présentes, de la situation naturelle des lieux, de la Loi, des règlements d'urbanisme, des anciens titres de propriété.

3° - Ils acquitteront, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts et contributions de toute nature auxquels les biens dont il s'agit sont et pourront être assujettis, ainsi que tous abonnements contractés à raison, notamment, de l'eau, et s'il y a lieu, du gaz, de l'électricité si le bien est un immeuble bâti.

4° - De faire leur affaire personnelle de toute police d'assurance pouvant exister sauf à tenir compte, le cas échéant, de ce qui peut avoir été stipulé aux présentes.

SERVITUDES

Le **DONATEUR** déclare qu'il n'existe aucune servitude sur les **BIENS** faisant l'objet de la présente donation-partage, autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi ou de l'urbanisme.

Le **DONATEURS** rappelle l'existence des servitudes suivantes :

La parcelle ZV 11, de laquelle est issue la parcelle ZV 52, est l'objet d'une servitude de protection des captages SIAEP de REIGNAC et d'une servitude de canalisation sur la parcelle ZH 400, publiées au bureau des hypothèques de LOCHES, le 31 janvier 1994, volume REM n°65/198.

DISPENSE D'URBANISME

Les parties déclarent avoir parfaite connaissance de la situation des biens objet des présentes, au regard des servitudes d'urbanisme et elles requièrent expressément le notaire soussigné de ne pas demander de note de renseignements d'urbanisme, de certificat d'urbanisme et autres certificats administratifs complétant normalement celui-ci, déclarant vouloir en faire leur affaire personnelle.

REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

Pour l'information des parties a été dressé ci-après le tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre de différents régimes de garantie dans la mesure où le bien dont il s'agit entre dans le cadre d'application de ceux-ci.

Ce tableau n'intègre pas les diagnostics obligatoires lors de la vente d'un bien immobilier, tels que ceux de l'installation de gaz, de l'installation électrique, de la performance énergétique.

Objet	Bien concerné	Elément à contrôler	Validité
Amiante	Immeuble (permis de construire antérieur au 1 ^{er} Juillet 1997)	Parois verticales intérieures, enduits, planchers, faux-plafonds, canalisations	Illimitée
Plomb	Immeuble d'habitation (permis de construire antérieur au 1 ^{er} Janvier 1949)	Peintures	Illimitée ou un an si constat positif
Termites	Immeuble situé dans une zone délimitée par le préfet	Immeuble bâti ou non	6 mois
Assainissement	Immeuble d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées	Contrôle de l'installation existante	3 ans
Risques	Immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques	Immeuble bâti ou non	6 mois

Termites - Avertissement

Le notaire informe les parties de l'obligation qui leur est faite de déclarer à la Mairie la présence de termites dans les immeubles donnés, et précise que le Maire peut enjoindre les propriétaires d'immeubles se trouvant dans certains secteurs délimités par le Conseil Municipal de procéder à des recherches et éventuellement à des travaux.

Le **DONATEUR** déclare, quant à lui, n'avoir pas à ce jour effectué une telle déclaration à la Mairie.

Amiante - Avertissement

Les parties à l'acte déclarent chacune avoir été parfaitement informées des dispositions actuellement applicables en matière de recherche de matériaux ou produits contenant de l'amiante, et notamment sur leur champ d'application et les obligations en découlant.

Saturnisme - Avertissement

Le Notaire soussigné précise aux parties que la loi numéro 98-657 du 29 Juillet 1998 relative aux mesures d'urgence contre le saturnisme et les textes subséquents s'appliquent aux immeubles à usage en tout ou partie d'habitation construits avant le 1^{er} Janvier 1949. Dans cette hypothèse, un constat de risque d'exposition au plomb devra être dressé, et s'il s'avère positif les travaux de suppression de ce risque devront être entrepris sans délai aux frais de celui qui en a la jouissance soit par lui-même soit par la perception des loyers.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Le plan de prévention des risques est un document élaboré par les services de l'Etat avec pour but d'informer, à l'échelle communale, de l'existence de zones à

risques, et de définir, pour ces zones, les mesures nécessaires à l'effet de réduire les risques à l'égard de la population.

A cet effet, un état est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet.

ETAT DES RISQUES

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, les état des risques pour chaque parcelle en date du et fondés sur les informations mises à disposition par le Préfet sont demeurés annexés.

A cet état sont également joints :

- La cartographie du ou des risques majeurs existants sur la commune avec localisation du bien concerné sur le plan cadastral.
- La liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la commune.

ABSENCE DE SINISTRES AVEC INDEMNISATION

En application de l'article L 125-5 IV du Code de l'environnement, le **DONATEUR** déclare que, pendant la période où il a détenu les immeubles ceux-ci n'ont pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

AVANTAGES FISCAUX LIES A LA LOCATION

Le **DONATEUR** déclare ne pas avoir souscrit sur les locaux donnés à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Un renseignement sommaire hors formalité délivré à la date du du chef de .

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parties dispensent le notaire soussigné de relater l'origine de propriété antérieure, déclarant vouloir s'en référer à l'acte de donation-partage susvisé reçu par Maître RAGOT, notaire à LOCHES, le 10 septembre 2002.

DECHARGE RESPECTIVE

Les **DONATAIRES** déclarent être entièrement remplis de leurs droits dans la présente donation-partage.

En conséquence, ils se consentent respectivement toutes décharges nécessaires et renoncent à jamais s'inquiéter ni se rechercher dans l'avenir au sujet des biens compris aux présentes, pour quelque cause que ce soit.

- QUATRIEME PARTIE - FISCALITE

DECLARATIONS FISCALES

DONATIONS ANTERIEURES

Le **DONATEUR** déclare qu'il n'a consenti aucune donation, sous quelque forme que ce soit, antérieurement à ce jour, en dehors des donations ci-dessus exposées consenties depuis moins de quinze ans et pour lesquelles les **DONATAIRES** effectuent le rapport fiscal.

DROITS

Les droits sont calculés selon les parts théoriques de chacun des **DONATAIRES** dans la masse des lots constitués par le **DONATEUR**.

Les **DONATAIRES** entendent bénéficier pour le présent acte de donation-partage des abattements et réductions prévus par les articles 779 et suivants du Code général des impôts dans la mesure de leur applicabilité aux présentes.

IL résulte de la réponse ministérielle BIANCHERI publiée au JO le 28 mars 2006 ce qui suit littéralement reproduit :

« L'article 19 de la loi de finances pour 2004 a actualisé le barème des valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propiété servant à la liquidation des droits de mutation, en tenant compte d'un rendement des actifs et d'une espérance de vie plus proches des réalités actuelles. Cette disposition, codifiée à l'article 669 du code général des impôts, s'applique indistinctement à toutes les transmissions réalisées à compter du 1er janvier 2004. Cependant, il est apparu que, dans certains cas, l'addition, d'une part, de la quotité servant d'assiette à la donation de la nue-propiété consentie avant le 1er janvier 2004, et, d'autre part, de la quotité servant d'assiette à la détermination de la renonciation à l'usufruit ou de sa transmission au conjoint survivant après cette date, revenait à retenir une quotité excédant 100 % de la quotité de pleine propriété. Dès lors, il est admis dans l'hypothèse précitée qu'en cas de renonciation à titre gratuit à l'usufruit au profit du donataire, par le donateur, la quotité de la valeur de l'usufruit servant d'assiette à la liquidation des droits est plafonnée de manière à ce que son addition à celle ayant servi d'assiette à la liquidation de la donation de la nue-propiété n'excède pas 100 %. Cette mesure de faveur s'applique, dans les mêmes conditions, aux transmissions par décès de l'usufruit au conjoint survivant réservé à l'occasion d'une donation préalable de la nue-propiété. Dans ce dernier cas, il est précisé que les dispositions de l'article 1965 B du code précité continuent de s'appliquer mutatis mutandis. »

Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, les biens présentement donnés sont évalués :

- en pleine propriété à la somme de	321.165,00 €
- en usufruit à la somme de	64.233,00 €
- soit en nue-propiété à la somme de	256.932,00 €

Lors de la donation précédemment citée, la nue-propiété avait été évaluée en totalité à la somme de 151.540,00 €

La somme de la nue-propiété et de l'usufruit donnés n'étant pas supérieure à la valeur en pleine propriété des biens donnés, ladite réponse ministérielle n'a pas vocation à s'appliquer.

En conséquence, le calcul des droits est réalisé de la manière suivante.

Calcul des droits

Détail des biens donnés :

Donateur	Monsieur	Madame
Biens propres donnés	22.332,00 €	7.830,20 €
Biens communs	17.035,40 €	17.035,40 €
Total donné	39.367,40 €	24.865,60 €
Soit pour chaque enfant	13.122,46 €	8.288,53 €

Calcul des droits :

Donation à Joël LAUMONIER		
Donateur	Hubert LAUMONIER	Micheline LAUMONIER
Biens donnés	13.122,46 €	8.288,53 €

Rappel fiscal donation de 2002	28.273,93 €	25.430,89 €
Abattement légal	- 100.000,00 €	- 100.000,00 €
Masse taxable	0,00 €	0,00 €
Reliquat d'abattement	58.603,61 €	66.288,58 €
Droits	0,00 €	0,00 €
Droits à payer	0,00 €	

Donation à Elisabeth GIRAULT		
Donateur	Hubert LAUMONIER	Micheline LAUMONIER
Biens donnés	13.122,46 €	8.288,53 €
Rappel fiscal donation de 2002	28.273,93 €	25.430,89 €
Abattement légal	- 100.000,00 €	- 100.000,00 €
Masse taxable	0,00 €	0,00 €
Reliquat d'abattement	58.603,61 €	66.288,58 €
Droits	0,00 €	0,00 €
Droits à payer	0,00 €	

Donation à Gérard LAUMONIER		
Donateur	Hubert LAUMONIER	Micheline LAUMONIER
Biens donnés	13.122,46 €	8.288,53 €
Rappel fiscal donation de 2002	28.273,93 €	25.430,89 €
Abattement légal	- 100.000,00 €	- 100.000,00 €
Masse taxable	0,00 €	0,00 €
Reliquat d'abattement	58.603,61 €	66.288,58 €
Droits	0,00 €	0,00 €
Droits à payer	0,00 €	

- CINQUIEME PARTIE -
DISPOSITIONS DIVERSES - CLOTURE

RAPPORT DE DONATION SI RENONCIATION A SUCCESSION

A titre de condition essentielle du présent acte, le **DONATEUR** exige, dans le cas où le **DONATAIRE** renoncerait à sa succession, que la présente donation soit rapportée à la succession conformément à l'article 845 du Code civil, et le rapport sera évalué conformément aux dispositions des articles 843 et suivants du Code civil.

Le **DONATAIRE** est informé qu'en ce cas le rapport se fait en valeur et que, si la valeur rapportée excède les droits qu'il aurait dû avoir dans le partage s'il y avait participé, il devra indemniser les héritiers acceptants à concurrence de cet excédent.

MODE DE CALCUL DE LA QUOTITE DISPONIBLE LORS DU REGLEMENT DE LA SUCCESSION DU DONATEUR

Conformément aux dispositions de l'article 1078 du Code civil, les biens donnés seront évalués au jour de la présente donation partage pour l'imputation et le calcul de la réserve, chacun des enfants ayant reçu et accepté un lot dans le partage anticipé et aucune réserve d'usufruit portant sur une somme d'argent n'ayant été stipulée.

ENREGISTREMENT

Les présentes seront soumises à la formalité de l'enregistrement auprès de la recette des impôts de TOURS OUEST.

PUBLICITE FONCIERE

Les présentes, après l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, seront publiées par les soins du notaire soussigné, dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

Si lors de l'accomplissement de cette formalité, des inscriptions grevant les immeubles donnés du chef des **DONATEURS** ou des précédents propriétaires sont révélées, le **DONATEUR** sera tenu d'en rapporter les mainlevées et certificats de radiation à ses frais dans les meilleurs délais.

SERVICES DE LA PUBLICITE FONCIERE COMPETENTS

La présente donation-partage sera publiée, savoir :

- En ce qui concerne les biens situés à CHEDIGNY, REIGNAC SUR INDRE et AZAY SUR INDRE au service de la publicité foncière de LOCHES .

La taxe de publicité foncière perçue sur ce service est la suivante :

				Montant à payer	
60.462,40	x	0,60%	=	363,00	
362,77	x	2,37%	=	9,00	
TOTAL				372,00	

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de soixante euros (60,00 eur).

- En ce qui concerne le bien situé à COURCAY au service de la publicité foncière de TOURS 2EME.

La taxe de publicité foncière perçue sur ce service est la suivante :

				Montant à payer	
3.770,60	x	0,60%	=	23,00	
22,62	x	2,37%	=	1,00	
TOTAL				24,00	

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quinze euros (15,00 eur).

La répartition des biens donnés et partagés par le service de la publicité foncière est la suivante :

- 60.462,40 € pour les biens dépendant du service de la publicité foncière de LOCHES ;
- 3.370,60 € pour les biens dépendant du service de la publicité foncière de TOURS 2EME.

PLUS – VALUES IMMOBILIERES

Le notaire soussigné a averti les parties de la réglementation actuellement applicable en matière de plus-values immobilières en cas de vente.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires au notaire soussigné ou à l'un de ses associés ou notaire salarié ou successeur ou à l'un de ses Clercs habilités ou assermentés, à l'effet de faire dresser et signer tous actes

complémentaires modificatifs ou rectificatifs des présentes, pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

TITRES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété au **DONATAIRE** qui sera subrogé dans tous les droits du **DONATEUR**, pour se faire délivrer, en en payant les frais, tous extraits ou copies authentiques d'actes concernant les **BIENS** dont il s'agit.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites et conséquences, notamment les conséquences financières d'un redressement fiscal éventuel, seront à la charge du **DONATEUR**, qui s'y oblige expressément.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété aux parties qui pourront se faire délivrer, à leurs frais, ceux dont elles pourraient avoir besoin concernant les biens qui leur sont attribués.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces aux parties devront s'effectuer aux adresses indiquées en tête des présentes comme constituant leur domicile aux termes de la loi.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre aux instances du notariat et aux administrations, notamment au service de la publicité foncière aux fins de publication des actes de vente et à des fins foncières, comptables et fiscales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil supérieur du notariat ou à son délégataire pour être transcrites dans une base de données immobilières.

En vertu de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives sus-indiquées.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs attribuées et elles reconnaissent avoir été informées par le notaire des peines encourues en cas d'inexactitude de cette déclaration.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré et visualisé sur support électronique, en l'office notarial du notaire soussigné les jour, mois et an, indiqués au présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur la tablette numérique.

Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé.